

*Andrea Martini Rossi*

En Birmanie existent plus de 100 groupes ethniques différents. On estime qu'ils représentent plus de 68 % des cinquante millions de Birmans. Les plus importants groupes sont les Shan, les Karen, les Rakhine, les Karenni, les Chin, les Kachin et les Mon. Le pays est divisé en sept contrées, dominées par les Birmans, et en sept états ethniques. Alors que la majorité des Birmans se considère comme autochtone, l'article d'*Indigenous World* met l'accent sur des groupes autochtones marginalisés désignés, généralement, comme "*nationalités ethniques*".

La Birmanie a connu une succession de régimes militaires depuis que le gouvernement élu par le peuple a été renversé en 1962. Ces régimes, caractérisés par l'oppression des nationalités ethniques, se justifient en proclamant que l'armée est la seule institution qui puisse empêcher la désintégration du pays en unités ethniques. Après des décennies de conflit armé, le régime militaire a négocié une série d'accords de cessez-le-feu au début et au milieu des années 1990. Il en est résulté l'établissement de régions particulières, jouissant d'une certaine autonomie administrative; mais les accords ont aussi permis au régime militaire d'étendre progressivement sa présence et d'y bénéficier de l'exploitation, non concurrencée, des ressources naturelles. En 1990, le régime militaire a organisé les premières élections générales depuis 30 ans. La Ligue Nationale pour la Démocratie, un parti démocratique dirigé par Aung San Suu Kyi, a gagné plus de 80% des sièges au Parlement et l'Alliance des Nationalités Unies (UNA), une coalition de 12 partis politiques ethniques en a gagné 10 %<sup>1</sup>. Toutefois, le régime a refusé de prendre en compte le résultat des élections et n'a jamais convoqué le Parlement.

La Birmanie a voté en faveur de la Déclaration des Droits des Peuples Autochtones, adoptée par l'Assemblée Générale de l'ONU en 2007

En novembre 2010, le Conseil d'État pour la paix et le développement (CEPD- nom officiel du régime militaire en Birmanie) a organisé les premières élections générales depuis 20 ans. Le Parti d'Union Solidaire et de Développement (PUSD), parti pro-junte, a gagné à 76% des sièges à l'issue du processus électoral, qui selon les Nations Unies n'était pas conforme aux standards internationaux. Les lois électorales répressives ont empêché la participation de plusieurs partis ayant une base ethnique importante. Des semaines avant l'élection, la Commission électorale annonçait que le vote n'aurait pas lieu dans les 3314 villages des régions où dominent les nationalités ethniques, privant du droit de vote près de 1.5 millions de votants des nationalités ethniques. La Ligue Nationale pour la Démocratie et les partis ethniques, qui avaient remportés ensemble plus de 90% des sièges en 1990, n'ont pas participé aux élections de 2010. Les élus des 24 partis ethniques qui ont pu participer au scrutin ne représentait que 13% des sièges au Parlement national. Les élus du PUSD et désignés militairement occupent aujourd'hui approximativement 84% des sièges du Parlement.

## **Le nouveau régime marginalise les nationalités ethniques**

Après les élections de novembre, le CEPD a assuré que le régime militaire conserverait son emprise sur le pouvoir du nouveau régime civil. En février 2011, le Parlement dominé par le PUSD a élu d'anciens hauts fonctionnaires du CEPD au sommet du système politique birman. Les députés ont élu l'ancien Premier Ministre du CEPD Thein Sein en tant que nouveau Président de la Birmanie. Le Parlement a également approuvé les 30 nominations aux différents ministères effectuées par Thein Sein. Seulement quatre d'entre eux étaient des civils. Quatre généraux d'armée ont été nommés à des ministères clés, tandis que les 22 autres nommés étaient soit des officiers soit d'anciens membres des cabinets ministériels sous le CEPD. Le 30 mars, le Président élu Thein Sein a prêté serment ainsi que les Vice-présidents Tin Aung Myint Oo et Mauk Kham. L'évènement a marqué la dissolution du CEPD. Le Président du Conseil d'État pour la paix et le développement et général Than Shwe s'est officiellement retiré de la politique et a transmis son poste de commandant en chef des Tatmadaw (forces armées birmanes) au général Min Aung Hlaing. Le Vice-président Mauk Kham, Shan et député PUSD, était le seul individu issu des nationalités ethniques à figurer dans les échelons les plus élevés du nouveau régime.

Bien que les prétentions du régime selon lesquelles les élections apporteraient une meilleure représentation pour les nationalités ethniques, au niveau local les partis des nationalités ethniques restent sous représentés dans les postes ministériels comparés au nombre de sièges obtenus au parlement. De plus, le Président Thein Sein a assuré que les militaires conserveraient le contrôle des postes clés. Les députés du PUSD, tout comme les anciens et actuels officiers de hauts-rangs ont dominé le carnet de rendez-vous de Thein Sein. Sur les sept ministres en chef, six sont des députés du PUSD et un (dans l'État Karen) a été désigné par l'armée. Tous les principaux ministres excepté deux étaient d'actuels ou d'anciens commandants de la Tatmadaw. Les députés du PUSD représentaient plus de 60% des ministères restants dans les états ethniques et détenait tous les postes clés des parlements locaux. Dans ces mêmes états, tous les présidents et vice-présidents étaient des députés PUSD. Dans l'État Karenni, les députés ont élus un ancien commandant régional de la Tatmadaw en tant que président.



## **L'échec du Parlement vis-à-vis des doléances ethniques**

Le 31 janvier, le Parlement dominé par les élus du PUSD se réunissait à Naypyidaw pour la première session parlementaire de la Birmanie depuis 22 ans. Quatorze parlements locaux (dont sept assemblées des états ethniques) se réunissaient également dans leurs régions respectives. Les députés ont organisé deux sessions pour un total de 89 jours. En raison des mesures de sécurité et des restrictions sévères du débat parlementaire, les députés n'ont pu que poser des questions aux ministres et hauts fonctionnaires et discuter des propositions. Cependant, les fonctionnaires du régime n'ont pu s'occuper des questions essentielles soulevées par les députés. Les fonctionnaires du régime ont ignoré les problématiques essentielles telles que les droits de propriété des terres, l'impact des projets énergétiques sur les communautés locales et l'éducation dans les régions où dominent les nationalités ethniques. Les questions telles que la réconciliation nationale et le conflit en cours dans les régions où dominent les nationalités ethniques, n'ont été qu'en marge des discussions. Dans les états ethniques, les parlements locaux se sont retrouvés au cours de trois sessions mais n'ont pu introduire ou débattre d'aucune législation.

## **Les conflits s'intensifient dans les régions des nationalités ethniques**

Tandis que le Parlement tenait sa première session à Naypaidaw, le régime faisait monter la pression contre les groupes armés des états ethniques qui refusaient de faire entrer leurs forces armées dans le plan des Forces de Surveillance de la Frontière (FSF), contrôlées par la Tatmadaw. La Tatmadaw a déployé des troupes supplémentaires près des quartiers généraux de l'Armée d'Indépendance de Kachin (KIA) à Laiza, dans la commune de Momauk de l'État Kachin, et près de l'Armée nord de l'État Shan (SSA-N) basé à Wundwin dans

la commune de Kyethi, dans le nord de l'État Shan. Des combats sporadiques ont été rapportés même dans la région relativement calme de l'État Chin, où des soldats de la Tatadaw ont affronté plusieurs fois l'Armée nationale Chin et l'Armée de libération Arakan. Dans l'État Karen, en plus des opérations militaires en cours contre l'armée nationale de libération Kachin, les troupes de la Tatmadaw ont continué d'engager des combats violents contre l'Armée bouddhiste démocratique karen (DKBA), qui refusait de rejoindre les Force de Surveillance de la Frontière. Les affrontements ont culminé à la fin du mois d'avril, provoquant le départ de près de 1200 civils vers la frontière thaïlandaise.

En février, des groupes de nationalités ethniques ont répondu à la position de plus en plus agressive du régime en formant une alliance regroupant 12 groupes d'opposition armées et organisations politiques<sup>2</sup> de nationalités ethniques. La nouvelle coalition, appelée Conseil fédéral des nationalités unies (*United Nationalities Federal Council-UNFC*), comprenait des groupes Rakhine, Chin, Karen, Karenni, Kachin, Lahu, Mon, Pa-O, Palaung, Shan et Wa. Les membres de l'UNFC se sont mis d'accord sur le fait de se fournir une assistance militaire mutuelle en cas d'attaques de l'armée Tatmadaw. Ils ont également convenu que les groupes ne pourraient individuellement tenir de pourparlers de cessez-le-feu avec le régime.

Les tensions entre la Tatmadaw et le SSA-N (*Shan State Army-North*) et le KIA (*Kachin Independence Army*) ont tourné au conflit de grande envergure quand les troupes du régime ont brisé respectivement en mars et en juin, les accords de cessez-le-feu conclus de longue date avec les deux groupes. Entre avril et septembre, la Tatmadaw a intensifié les interventions militaires et établi des troupes au nord de l'État Shan, pour mener son offensive contre la base SSA-N à Wanhai. Les troupes de la Tatmadaw et de la SSA-N ont continué de s'affronter dans d'autres communes. Les forces de l'armée sud de l'État Shan (SSA-S) ont participé aux combats en tendant des embuscades répétées aux convois de la Tatmadaw se rendant dans les zones de conflits au nord de l'État Shan. Au Kachin, le conflit s'est rapidement étendu de la commune de Momauk, des combats ont été rapportés dans les deux-tiers des communes de l'État Kachin et dans plusieurs communes du nord de l'État Shan entre juin et décembre. Malgré plusieurs rencontres entre les fonctionnaires du régime et les représentants de la KIA, les deux parties n'ont pu arriver à un accord de cessez-le-feu. Les attaques de la Tatmadaw et les déploiements de troupes n'ont pas cessé même après l'ordre donné par Thein Sein le 10 décembre de mettre fin à toutes les opérations militaires contre la KIA.

Le régime cherchait au début à faire cesser les conflits dans les régions où dominant les nationalités ethniques par des interventions militaires. Mais la Tatmadaw a fait face à une telle augmentation des pertes et des désertions dans les états Kachin, Shan et Karen, que le régime a changé de tactique et engagé une série de discussions avec les groupes de cessez-le-feu. Le 18 août, le régime a officiellement invité les groupes armés des nationalités ethniques à des pourparlers de paix avec leurs administrations régionales. Ces groupes ont pourtant unanimement refusé l'offre du régime d'engager des pourparlers au niveau régional. Les groupes ont maintenu leur position selon laquelle seuls des pourparlers directs au niveau national entre l'administration de Thein Sein et le Conseil fédéral des nationalités unies ayant pour but d'assurer un cessez-le-feu national durable et viable s'appliquant à toutes les nationalités ethniques, seraient pris en considération.

Le régime a semblé avancer dans les négociations après avoir assigné la tâche, au ministre des transports par rails Aung Min, de tenir de premiers pourparlers avec les groupes armés des nationalités ethniques. Le 19 novembre, Aung Min a tenu des pourparlers de paix préliminaires avec les représentants de la SSA-S, de la KIO (*Kachin Independence Organization*), du KUN, du KNPP (*Karen National Progressive Party*) et du CNF (*Chin*

National Front) à la frontière entre la Birmanie et la Thaïlande. En décembre la DKBA (Democratic Karen Buddhist Army) était le premier groupe armé à signer un « accord de paix » avec le régime. Les fonctionnaires du régime ont, en plus, accepté « en principe » la proposition de cessez-le-feu de la SSA-S. Durant tous les pourparlers, le régime n'a soulevé aucune des problématiques relatives à la question des Forces de Surveillance de la Frontière. Le 16 décembre, le ministre de l'industrie, dirigeant le « Groupe de rétablissement de la paix » Aung Thaung a averti que mettre fin aux conflits ethniques en Birmanie prendrait au moins 3 ans.

### **Crimes contre l'humanité, les crimes de guerre dénoncés**

Les organes des Nations Unies ont continué de dénoncer les violations des droits de l'homme commises par la Tatmadaw dans les régions où dominent les nationalités ethniques lors de leurs résolutions annuelles sur la Birmanie. En mars et en décembre, le Conseil des droits de l'homme et l'Assemblée générale ont adopté des résolutions exprimant leurs préoccupations concernant la « discrimination persistante, les violations des droits de l'homme, la violence, le déplacement et l'isolation économique affectant plusieurs minorités ethniques. »<sup>3</sup> En octobre, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme en Birmanie, Tomás Ojea Quintana, a dit que la Tatmadaw continuait de commettre des violations des droits de l'homme dans les états où dominent les nationalités ethniques. Ces violations comprenaient des attaques contre les civils, des meurtres extrajudiciaires, des violences sexuelles, la confiscation de terres, le recrutement d'enfants soldats, et le travail forcé.<sup>4</sup> Ojea Quintana a clairement annoncé que de telles violations des droits de l'homme systématiques et choquantes pouvaient devenir des crimes contre l'humanité et/ou des crimes de guerre.<sup>5</sup>

Ces abus ont été particulièrement évidents pendant les opérations militaires de la Tatmadaw au nord de l'État Shan et de l'État Kachin, où de nombreux cas de meurtres extrajudiciaires, de viols de femmes, de détentions arbitraires, de déplacements forcés, de travail forcé, ainsi que l'utilisation des civils comme boucliers humains avaient été rapportés par plusieurs organisations humanitaires.<sup>6</sup> Les sévères violations des droits de l'homme commises par les troupes de la Tatmadaw ne se limitaient pas aux états Kachin et Shan. Deux autres rapports ont dénoncés les atrocités de la Tatmadaw dans les états Karen et Chin.

En janvier, Médecins pour les droits de l'homme, basé aux États-Unis, publiait *La vie sous la Junte*, un rapport qui dénonçait les violations généralisées des droits de l'homme commises par la Tatmadaw dans l'État Chin.<sup>7</sup> Selon le rapport, près de 92% des foyers interrogés ont fait l'expérience d'au moins un cas de travail forcé entre octobre 2009 et novembre 2010.

En juillet, Human Rights Watch et Karen Human Rights Group publiaient ensemble un rapport intitulé "Dead men walking: convict porters on the front lines in Eastern Burma" (« *Les morts marchants: les détenus porteurs sur les lignes de fronts à l'est de la Birmanie* »)<sup>8</sup>. Le rapport détaillait les abus importants et systématiques commis par les soldats de la Tatmadaw contre les prisonniers forcés de porter le ravitaillement militaire dans les zones de conflits.

### **Le nombre de personnes déplacées atteint un nouveau seuil**

Les offensives menées par la Tatmadaw dans les régions ethniques, ont entraîné une nouvelle hausse du nombre de personnes déplacées en 2011. Dans son étude annuelle sur les déplacements à l'est et à l'ouest de la Birmanie, le Consortium de la Frontière Thaïlande-

Birmanie(TBBC) a révélé que, entre août 2010 et juillet 2011, le régime avait déplacé au moins 112 000 personnes, soit une hausse de 53% par rapport aux 73 000 enregistrés entre août 2009 et juillet 2010. C'était le plus haut nombre de personnes déplacées enregistré depuis dix ans.<sup>9</sup> Le calcul n'incluait pas les près de 30 000 personnes qui ont fui le conflit entre la Tatmadaw et la KIA et cherché refuge dans des camps sur des territoires contrôlés par la KIA à la frontière sino-birmane.

### **Le projet de barrage de Myitsone suspendu**

Ce qui a peut être constitué le point le plus positif pour les communautés des nationalités ethniques l'an dernier, a été l'annonce faite le 30 septembre par le président Thein Sein, de la suspension du projet de barrage de Myitsone sur le fleuve Irrawaddy dans l'État Kachin. La décision de Thein Sein faisait suite à la campagne acharnée menée ces dernières années par les communautés locales kachin, la société civile et les groupes écologistes pour mettre fin au projet. Le projet avait déjà entraîné le déplacement forcé de plus de 12 000 personnes, des dégradations environnementales, et la perte de leurs moyens d'existence pour les résidents locaux. Une fois que la Chine a eu manifesté son mécontentement quant à la décision de Thein Sein de suspendre la construction du barrage, le régime a cependant indiqué qu'il pourrait reconsidérer cette décision et s'est entendu avec Beijing pour discuter du futur du projet, provoquant des préoccupations grandissantes quant à la possibilité que la construction du barrage continue. En octobre, le Kachin Development Networking Group rapportait que le travail sur le projet de barrage de Myitsone n'avait pas cessé. Le groupe soulignait que l'équipement était resté sur place et que les travailleurs continuaient à construire une route comprise dans le projet.<sup>10</sup>

### **Notes**

<sup>1</sup> L'Alliance des Nationalités Unifiées comprend la Ligue Nationale Shan pour la Démocratie (LNSD), la Ligue Arakan pour la Démocratie (LAD) et six autres partis politiques (la Ligue Nationale Chin pour la Démocratie, le Congrès National de l'État de Kachin pour la Démocratie, le Congrès National Karen pour la Démocratie, la Ligue de toutes les Nationalités de l'État de Kayah pour la Démocratie, le Front Démocratique National Mon, et le Congrès National Zomi).

<sup>2</sup> Les 12 groupes sont : le Front national Chin (CNF), l'Organisation pour l'Indépendance Kachin (KIO), l'Organisation nationale kachin (KON), l'Union national Karen (KNU), le Parti national progressiste karenni (KNPP), l'Union démocratique Lahu (LDU), le Parti national unitaire d'Arakan (NUPA), le nouveau Parti de l'État Mon (NMSP), le Front de libération de l'État Palaung (PSLF), l'Organisation de libération nationale PaO (PNLO), l'Armée nord de l'État Shan (SSA-N) et l'Organisation nationale Wa (WNO).

<sup>3</sup> **Conseil des droits de l'homme 2011** : 16<sup>ème</sup> session, 18 mars 2011. Situation des droits de l'homme au Myanmar, UN Doc. A/HRC/16/L.11 ; **Assemblée générale des Nations Unies 2011** : 66<sup>ème</sup> session, 24 décembre 2011. Situation des droits de l'homme au Myanmar. UN Doc. A/RES/66/230

<sup>4</sup> **Assemblée générale des Nations Unies 2011** : 66<sup>ème</sup> session, 16 septembre 2011. Situation des droits de l'homme au Myanmar. UN Doc. A/RES/66/365

<sup>5</sup> Ibid. para.74

<sup>6</sup> Voir aussi **Shan Women's Action Network (SWAN)/ Shan Human Rights Foundation (SHRF), 2011: Summary of Human Rights Abuses: Update of human rights abuses committed by Burma Army reported in northern and central Shan State during Burma Army offensive**

(11 April 2011- July 2011); and Summary of Rape: Rape cases documented during Burma Army offensive in northern Shan State Since 13 March 2011. <http://www.shanwomen.org> 14 juillet 2011. **Kachin Women's Association Thailand (KWAT ), 2011:** Burma's Covered up War Atrocities against the Kachin People; **Partners Relief and Development, 28 novembre 2011:** Crimes in Northern Burma – Results from a fact-finding mission to Kachin State; **Médecins pour les droits de l'homme 2011:** Under Siege in Kachin State. Cambridge Ma & Washington DC: PHR, 30 novembre 2011.

<sup>7</sup> **Médecins pour les droits de l'homme 2011 :** *La vie sous la Junte*, Cambridge, MA : PHT, 19 janvier

<sup>8</sup> **Human Rights Watch (HRW)/Karen Human Rights Group (KHRG), 2011:** *Dead Men Walking - Convict Porters on the Front Lines in Eastern Burma*. New York: HRW, 13 juillet.

<sup>9</sup> **Consortium de la Frontière Thaïlande-Birmanie(TBBC), 2011:** *Displacement and Poverty in South Eastern Burma*. Bangkok: TBBC, 25 octobre 2011.

<sup>10</sup> Agence de presse indépendante Mon (IMNA). 16 octobre 2011. Le travail n'a pas cessé sur le barrage de Myitsone : KDNG

**Andrea Martini Rossi** est un chercheur italien sur les droits humains. Il a travaillé en Europe, en Amérique Latine et en Asie et est actuellement agent de recherche à l'ALTSEAN-Birmanie basé à Bangkok

Source : IWGIA, *Indigenous World 2012*,  
traduction par Claire Levacher,  
membre des experts du GITPA  
pour le Pacifique